

48 cas de possible clientélisme électoral dénoncés au Guatemala



Guatemala, 14 juin (RHC) Les organisations sociales du Guatemala ont dénoncé mercredi 48 cas de possible clientélisme politique électoral, qui impliquent des ressources allouées aux agences de l'actuelle administration du président Alejandro Giammattei.

Nous les présenterons, le cas échéant, aux autorités compétentes en matière de contrôle, d'audit et d'enquête, y compris le Tribunal suprême électoral (TSE), le ministère public (MP) et le bureau du contrôleur général, a déclaré le groupe.

Le groupe, connu sous le nom de Mirador Electoral, a déclaré qu'il était impliqué dans des actifs appartenant à au moins trois ministères, dont ceux du travail et de la sécurité sociale, du développement et de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, ainsi qu'à 25 municipalités dans tout le pays.

En plus de constituer un délit flagrant de détournement de fonds, l'utilisation de ces ressources pourrait constituer un délit de financement électoral illicite, ont-ils déclaré.

Il y a quelques jours, Mirador Electoral a rapporté que le processus menant au vote du 25 juin continue d'être soumis à des tensions et à des manipulations, en raison de la cooptation des cours et des tribunaux.

Dans ce contexte, quelque 9,3 millions de Guatémaltèques se rendront aux urnes dans 12 jours pour élire un nouveau président, un vice-président, 160 membres du Congrès, 20 membres du Parlement centraméricain et 340 maires municipaux pour le mandat 2024-2028.

Si aucun des candidats à la présidence n'obtient 50 % des voix plus une, le TSE a prévu un second tour le dimanche 20 août, auquel participeront les deux candidats ayant obtenu le plus de voix au premier tour. (Source : Prensa Latina).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/325592-48-cas-de-possible-clientelisme-electoral-denonces-au-guatemala>



Radio Habana Cuba